



Ville et banlieue déplore le peu d'intérêt à ce jour manifesté par la plupart des candidats à l'égard des quartiers **Par Anne Farthouat**

L'association Ville et Banlieue a déploré jeudi 30 mars 2017 le peu de réponses qu'elle a reçues à ce jour de la part des candidats à l'élection présidentielle, à qui elle a envoyé mi-mars ses 31 propositions pour "réintégrer dans la République les 1 500 quartiers de la politique de la ville". Seuls Benoît Hamon (PS) et Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise) ont en effet respecté la date butoir qu'elle leur avait fixée, Emmanuel Macron (En marche) s'étant engagé à répondre le 31 mars. L'association pointe en outre "deux inquiétudes" à la lecture des programmes de François Fillon (LR), Marine Le Pen (FN) et Emmanuel Macron : les baisses des dotations et des fonctionnaires annoncées en cas de victoire. Et dresse un bilan amer du quinquennat qui s'achève, déplorant le "rendez-vous manqué" entre François Hollande et les quartiers prioritaires.

C'est avec une certaine amertume que les représentants de l'association Ville et Banlieue ont fait part, jeudi 30 mars, du peu de retours aux 31 propositions soumises mi-mars aux onze candidats à l'élection présidentielle ([lire sur AEF](#)) (1). "Nous avons eu deux réponses", celles de Benoît Hamon (PS) et de Jean-Luc Mélenchon (France Insoumise) (voir encadré en fin de dépêche), "et l'équipe d'Emmanuel Macron [En marche] a assuré qu'elle nous répondrait demain", explique Marc Vuillemot, président de l'association, maire (PS) de La Seyne-sur-Mer (Var), refusant d'imaginer que les candidats négligent les habitants quartiers populaires sous prétexte qu'ils "ne voteraient pas". À ces côtés, Gilles Leproust, le secrétaire général, maire (PCF) d'Allonnes (Sarthe) voit dans les "non-réponses" des autres candidats une "forme de mépris vis-à-vis des 5 millions de personnes qui vivent dans ces quartiers populaires". "Nous voulons plaider la cause de ces morceaux de territoires et engager un dialogue avec les candidats" défend Marc Vuillemot, partageant de fait l'ambition de l'USH ([lire sur AEF](#)).

Si les représentants de l'association refusent de plébisciter l'un ou l'autre des candidats, assurant que "quel que soit l'élu(e), [ils] le titilleront" pour une meilleure considération de la politique de la ville, ils s'inquiètent toutefois de trouver des traits communs dans les programmes du "trio de tête" dans les sondages - François Fillon (LR), Marine Le Pen (FN) et Emmanuel Macron -, à savoir une baisse des dotations aux collectivités et une baisse des emplois publics. "Je suis maire d'une commune populaire et je suis très inquiet de ces perspectives sur les effectifs de fonctionnaires", prévient Gilles Leproust. "Faire fonctionner une médiathèque pour que tout le monde ait accès à la culture, assurer l'accueil périscolaire des enfants quand les parents travaillent, ça passe par des hommes et des femmes. [...] Ce n'est pas une charge, c'est un investissement pour répondre aux attentes des habitants".

"Ces économies se feraient non pas au détriment du luxe, mais de ce qui fait que nos territoires tiennent encore", abonde Catherine Arenou, vice-présidente de Ville et Banlieue maire (LR) de Chanteloup-les-Vignes (Yvelines). "Depuis quelques années, le droit commun est porté quasi exclusivement par les collectivités locales, et en particulier par les villes, qui avec des moyens de plus en plus précaires assurent tout ce que devrait faire l'État", dénonce-t-elle, chiffrant à 42 % la baisse des "moyens" alloués par l'État dans le département de Yvelines depuis 4 ans, alors même que le territoire compte davantage de quartiers prioritaires, sous l'effet de la loi Lamy.

"RENDEZ-VOUS MANQUÉ" POUR FRANÇOIS HOLLANDE

Un constat partagé par Marc Vuillemot qui "même [s'il est] socialiste" déplore "une perte de la capacité d'intervention de la République dans les quartiers prioritaires, à tous les niveaux, communal, intercommunal et même national" sur ces "cinq dernières années". L'association assure ainsi que l'engagement pris par l'exécutif de se concentrer à moyen constants sur des territoires plus restreints "n'a pas été tenu", et que les quelques mécanismes mis en place, type DSU cible, n'ont pas suffi pour compenser les baisses de DGF.

À titre d'exemple, Marc Vuillemot explique avoir perdu 1,9 million d'euros de DGF sur le dernier exercice à La Seyne-sur-Mer, et bénéficié d'une augmentation de la DSU de 19 000 euros. "Il manque 99 %" calcule à ses côtés Catherine Arenou.

"On s'attendait à un rendez-vous entre le président François Hollande et les quartiers prioritaires, c'est un rendez-vous manqué" résume, amer, Philippe Rio, maire PCF de Grigny (Essonne). "Après un quinquennat marqué par le karsher, nous étions pleins d'espoir pour le quinquennat à venir, et la déception est à la hauteur. C'est un plan de restructuration urbain et humain qu'il nous faut lancer, c'est le sens de nos 31 propositions", adresse-t-il aux prétendants à l'Élysée. Lesquels auront une "session de rattrapage" pour réagir au manifeste de l'association : la rencontre organisée par la commission "Politique de la ville et cohésion sociale" de France Urbaine, l'AMF et Ville et Banlieue le 19 avril prochain, avec les représentants des candidats, cinq jours avant le premier tour de l'élection.

B. Hamon et J-L. Mélenchon renvoient l'association au contenu de leur programme

Les deux candidats à avoir à ce jour répondu à Ville et Banlieue rappellent dans leurs missives respectives les mesures de leurs programmes concernant les quartiers prioritaires (voir notre comparateur de programmes). Benoît Hamon s'engage ainsi à porter à 10 milliards d'euros le financement du NPNRU, évoquant des "prêts bonifiés de la CDC, notamment du Fonds d'épargne, et des moyens au titre des investissements d'avenir" pour alimenter les 4 milliards d'euros manquants. Il évoque aussi une refonte des mécanismes de péréquation "dans le sens d'une égalité réelle pour les communes pauvres et les maires bâtisseurs". Jean-Luc Mélenchon rappelle pour sa part la conduite d'un vaste plan de rénovation des "passoires thermiques", qui bénéficiera notamment aux QPV, son engagement de construire un million de logements "véritablement sociaux" en 5 ans, et d'améliorer le maillage territorial des transports en commun.

(1) Avec pour consigne de répondre avant le 30 mars.